

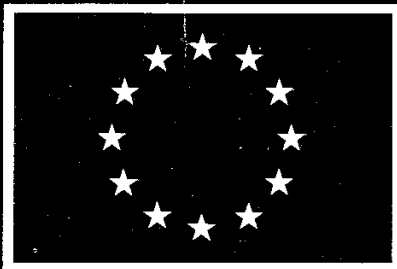
N°

22

7ème année
Juin 1999

AGON

BULLETIN TRIMESTRIEL



Associations des juristes européens pour la protection des intérêts financiers des Communautés européennes

Associations of lawyers for the protection of the financial interests of the European Communities

Juristenvereinigungen zum Schutz der finanziellen Interessen der Europäischen Gemeinschaften

I. CORPUS JURIS

TROIS QUERELLES RELATIVES AU CORPUS JURIS

D'une manière générale, l'aspect vraiment significatif et, par conséquent, la force du *Corpus juris* sont centrés sur la caractéristique intersectorielle du droit pénal substantiel et de la procédure pénale. C'est "un ensemble d'éléments interactifs, de parties avec leurs interrelations". La discipline comprend, en effet, au titre des principes de la Partie Générale : des règles d'application, des éléments généraux de type pénal, des éléments généraux de sanctions, des dispositions ayant le caractère de définition. La discipline comprend, ensuite, au titre des dispositions de la Partie Spéciale : des infractions parfaitement définies pour les individus responsables ainsi que pour les conduites sanctionnables et pour l'élément moral et un mécanisme processuel ponctuellement caractérisé. Ceci ne signifie pas que le *Corpus juris* soit un code pénal, ni un code de procédure pénale, mais un ensemble normatif - *composé d'infraction prédéfinies dans un domaine précis et déterminé* - non structuré en noyaux abstraits, en "protocoles de buts" généraux et dépourvus de conséquences effectives sur la réalité criminelle supra-nationale.

De façon plus spécifique, et pour ce qui a trait à la règle d'application de la "Responsabilité pénale des personnes morales" (art. 14), je crois pouvoir annoncer une prochaine possibilité opérationnelle au sein du système pénal italien en type de responsabilité. Une telle réception nécessitera l'adoption de dispositifs adaptés, *vraisemblablement de nature interprétative plutôt que normative*, sur la base de la règle constitutionnelle posée par l'art. 27, alinéa 1 de la Constitution italienne; par ailleurs, l'acceptation d'une responsabilité directe du groupement pourrait être favorisée "par la crainte de rester isolé vis-à-vis des autres Pays de l'Union européenne", considérant que "la criminalité des personnes morales est désormais un phénomène réel, historiquement en grande augmentation". Il est entendu que, comme il est clairement expliqué dans le commentaire "officiel" de l'art. 14, ce qui devra être décisif au niveau concret relativement aux dispositions du *Corpus juris* ce sera l'existence "d'un patrimoine autonome dont le groupement (qu'il ait ou non la personnalité morale) apparaît comme le titulaire". Et il est à noter également que, sur la base du même texte, alinéa 2, la responsabilité pénale du groupement ne pourra pas être "utilisée" comme un paravent protecteur pour les individus qui ont commis les infractions puisque "la

responsabilité pénale des groupements n'exclut pas celle des personnes physiques, auteurs, instigateurs ou complices des mêmes faits". Et, dans le contexte des responsabilités "variées" est également très important le rappel direct du "chef d'entreprise" ou de "toute autre personne ayant le pouvoir de décision ou de contrôle au sein d'une entreprise", avec la légitimation normative de l'effet d'exonération en conséquence de la délégation des pouvoirs, mais avec la parallèle définition précise de qualités requises ainsi que de limites, qu'afin ne soit commis aucun abus.

En ce qui concerne l'infraction principale - "Fraude au budget communautaire" - il faut rappeler comment, suite à un attentif *screening* des pratiques précédentes, on en est arrivé à un texte qui met au ban la séparation entre la fraude en matière de dépenses et la fraude en matière de recettes, séparation considérée "inutile" car les éléments constitutifs de l'une et de l'autre sont "rigoureusement identiques", réunies par ailleurs par la nature des biens objet de protection et ne différencient seulement que dans la classification de l'objet matériel. Ceci consent d'épouser la conception - comme nous le savons, élaborée dans ses grandes lignes par le droit allemand - qui tend à unifier les types pénaux de la fraude de subventions et du délit fiscal.

Je voudrais plutôt soulever un doute quant au bien fondé du choix relatif à l'élément moral de l'infraction, où l'imprudence et la négligence graves sont assimilées à la faute. En effet, comme je l'avais déjà affirmé au cours d'une intervention au Séminaire de Trente en 1997, je considère encore comme actuel - bien évidemment cette idée n'engage que moi - le conflit entre la fraude, avec son caractère traditionnel de vouloir induire en erreur et l'élément moral de la faute, même lorsque celle-ci est grave, si l'on considère - et je crois qu'il faut raisonner ainsi - tous les comportements délictueux énumérés uniformément caractérisés par une aptitude à induire en erreur et précisément par des artifices, par une malicieuse inexactitude, par une sournoise réticence, il m'apparaît alors difficile d'imaginer comment une fraude pourrait être réalisée en faisant abstraction d'une volonté manifeste orientée à cette fin dans l'"esprit", l'intention du sujet coupable de l'infraction. Il m'apparaît, pour conclure, impossible d'invoquer une fraude sans faute intentionnelle, vu que manque tout lien entre les éléments objectifs et subjectifs.

Le dernier point que je considère comme essentiel et que j'aimerais aborder ici porte sur la discussion bien connue relative à la "base juridique" du *Corpus juris*. Des opinions appartenant à des autorités très prestigieuses du monde des pénalistes européens se sont en effet divisées sur ce sujet.

Si l'on prend en considération les idées de ceux qui, par esprit d'ouverture, se sont rangés en faveur de la possible harmonisation des systèmes pénaux nationaux, on ne peut que reconnaître que le Traité d'Amsterdam ne consacre directement aucune de propositions du *Corpus juris* : mais ceci ne veut absolument pas dire que le *Corpus juris* est inutile désormais !

En ce qui concerne le nouvel alinéa 4 de l'art. 280 CE, il est certain que le droit pénal national se référant aux intérêts financiers de la Communauté restera en vigueur et continuera d'être appliqué dans ses divers types pénaux. Cependant, - et je m'appuie sur les arguments proposés par Monsieur Tiedemann "versus" l'interprétation de Madame White (AGON, nn 16 et 17 de 1997) - on a aussi prévu la protection *supranationale* des intérêts financiers de la Communauté, puisque la nouvelle compétence du Conseil - en commun avec le Parlement Européen, suivant la procédure de l'art. 25 - lui attribue le droit de légiférer en cette matière. Ce qui implique la compétence de corriger, par des "mesures nécessaires", les différences entre les droits nationaux qui seront obligatoirement complétés par des dispositions communautaires.

En bref, si le Conseil considère "nécessaire", pour une protection efficace et effective, la pénalisation des actes frauduleux à l'égard des intérêts financiers de la Communauté, il aura la compétence de légiférer par dispositions extensives, soit sur les comportements délictueux, soit sur l'élément moral. Et il aura un tel droit non seulement en ce qui concerne les textes des infractions de la Partie Spéciale, mais aussi en ce qui concerne les règles de la Partie Générale du droit pénal, quoique le droit sera limité opérationnellement à des infractions spécifiques. Dans cette optique, le *Corpus juris* pourra devenir une sorte de modèle afin de déterminer le meilleur *standard* normatif pour garantir, à travers précisément les dispositions supranationales applicables parallèlement aux éventuelles infractions nationales déjà en vigueur, l'uniformité de la matière et le rapprochement des législations pénales nationales.

Enfin, et pour conclure, je tiens à rappeler que le *Corpus juris* donne une réponse précise à un fort besoin de prévention et de répression, vu le pouvoir nocif déjà acquis et les nouvelles possibilités de s'étendre des organisations criminelles dans le monde des affaires. La rapidité d'une réponse commune est alors pressante : pourquoi ne pas faire preuve d'une grande sollicitude ?

Alessandra Rossi Vannini
Universités de Turin et Alexandrie (Italie)
Associée au "Centre de droit pénal" (Turin, Italie)

TAGUNG: "DAS CORPUS JURIS ALS GRUNDLAGE EINES EUROPÄISCHEN STRAFRECHTS"

4

Vom. 4.- 6. März 1999 fand in Trier eine Tagung der Europäischen Rechtsakademie in Zusammenarbeit mit dem Max-Planck-Institut für ausländisches und internationales Strafrecht (Freiburg), der Vereinigung für Europäisches Strafrecht e.V. und der Europäischen Kommission statt, die sich zum Ziel gesetzt hatte, den Entwurf eines "Corpus Juris strafrechtlicher Regelungen zum Schutz der finanziellen Interessen der Europäischen Union" einer kritischen Diskussion zu unterziehen. Der von einer 1995 ins Leben gerufenen, hochkarätig besetzten Expertengruppe erarbeitete und 1997 erstmals veröffentlichte Entwurf verfolgte ein ehrgeiziges Ziel: Er beinhaltet eine Reihe von Vorschriften, die sich auf den strafrechtlichen Schutz der Finanzinteressen der EU beschränken und dazu bestimmt sind, in einem weitgehend vereinheitlichten europäischen Rechtsraum ein gerechteres, einfacheres und effizienteres Sanktionensystem zu ermöglichen. Der Corpus Juris enthält zu diesem Zweck Regelungen eines Allgemeinen und eines Besonderen Teils sowie prozessuale Vorschriften¹.

Die Notwendigkeit des Corpus Juris begründete die Vorsitzende der Expertengruppe *Delmas-Marty* mit der "offensichtlichen Antinomie zwischen Strafrecht und Europa". Die traditionellen strafrechtlichen Instrumente seien überholt, da der Wegfall der Binnengrenzen die transnational agierenden Kriminellen erheblich begünstige, die national organisierten Strafverfolgungsbehörden demgegenüber aber nur schwerfällig reagieren könnten. Bei den Referenten und Tagungsteilnehmern herrschte eine breite Zustimmung zu dem Projekt als solchem. Die teilweise deutliche Kritik in Einzelfragen war daher von Konstruktivität geprägt und wurden von den verantwortlichen Redakteuren dankbar entgegengenommen. Die Bedenken bezogen sich im Bereich des materiellen Rechts in erster Linie auf die Zweckorientierung des Entwurfs, der auf eine möglichst lückenlose Kriminalitätsbekämpfung in diesem Bereich abziele. Hinsichtlich der prozessualen Regelung bestimmte einerseits die Sorge um den hinreichenden Schutz der Individualrechte, andererseits die Effektivität der prozessualen Instrumentarien die Diskussion.

Weitgehendes Einverständnis bestand zunächst hinsichtlich der im Allgemeinen Teil verankerten Fundamentalggarantien (Gesetzlichkeits-, Schuld- und Verhältnismäßigkeitsprinzip). Angesichts des international nicht immer einheitlichen Verständnisses dieser Prinzipien wurde aber der Wunsch nach Präzisierungen und Ergänzungen laut. *Tiedemann* plädierte vor dem Hintergrund des kürzlich unterzeichneten Statuts von Rom dafür, in die Endfassung das Verbot der Analogie in maiam partem, das Rückwirkungsverbot und das Gebot der lex mitior aufzunehmen. Gefordert wurde auch eine präzisere Ausgestaltung der Akzessorietät der Teilnahme, um z.B. die Frage klären zu können, ob auch die Teilnahme an einer nur fahrlässigen Haupttat möglich sein soll. Im Vordergrund der Diskussion stand allerdings die Verantwortlichkeit des Unternehmensleiters (Art. 13 CJ), deren Strenge im Hinblick auf das Schuldprinzip gerügt wurde, sowie die Strafbarkeit der juristischen Person (Art. 14 CJ), die zwar der neueren Tendenz in einem Großteil der Mitgliedstaaten entspricht, bei vielen Referenten aber auf Ablehnung stieß, so daß letztlich offen blieb, ob eine Übernahme dieser Regelung in die Endfassung des Corpus Juris erfolgen würde.

Auch das Meinungsbild zum Besonderen Teil des Corpus Juris mit seinen acht Tatbeständen war durch einen breiten Grundkonsens gekennzeichnet. Diskutiert wurde aber, ob der Corpus Juris nicht zu einer Überkriminalisierung in einigen Teilbereichen führe. So stellte einerseits *Otto* die Schutzwürdigkeit des Rechtsguts beim Betrug zum Nachteil des Gemeinschaftshaushalts (Art. 1 CJ) generell in Frage. Andererseits wurde problematisiert, ob eine nur leichtfertige Begehungsweise und eine zweckwidrige Verwendung rechtmäßig erlangter Gemeinschaftsmittel überhaupt noch mit dem Betrugsbild in Einklang stehe. Die Bestrafung krimineller Vereinigungen (Art. 8 CJ), so wurde bemängelt, entspreche nicht der Tradition insbesondere der nordischen Staaten. Als zu eng wurde hingegen die Regelung der Bestechung und der Bestechlichkeit (Art. 3 CJ) kritisiert, da diese die Konstellation von Ermessensentscheidungen nicht erfasse, bei denen sich der Amtsträger noch im Rahmen des Ermessensspielraums halte. Die übrigen Tatbestände stießen ganz überwiegend auf Zustimmung.

¹ Zu den einzelnen Bestimmungen vgl. M. Delmas-Marty (Hrsg.), *Corpus juris strafrechtlicher Regelungen zum Schutz der finanziellen Interessen der Europäischen Union*, 1998.

Hinsichtlich des Sanktionensystems und der Strafzumessungsregeln des Corpus Juris wurden teilweise deutliche Korrekturen gefordert, wenngleich die Grundlinien des Entwurfs auf Akzeptanz stießen. Gegenstand der Kritik war vor allem die Aufgabe der Zweispurigkeit des Sanktionensystems. Weiterhin mißfiel einigen der äußerst weite Spielraum, der dem Richter bei der Strafzumessung verbleibe (z.B. zwischen 1 ECU und 7 Jahre Freiheitsstrafe), was in Konflikt mit dem Gesetzmäßigkeitsprinzip treten könne. Auf Ablehnung stieß auch die "Bekanntmachung der Verurteilung" (Art. 9 I c) CJ) als "archaischer Pranger". Einigkeit konnte dahingehend erzielt werden, daß neben den Strafzumessungsfaktoren für natürliche Personen auch solche für juristische Personen angeführt werden müssen (wenn an deren strafrechtlicher Verantwortlichkeit festgehalten werden sollte) und eine detailliertere Konkurrenzregelung erforderlich ist. *Tråskman* bezeichnete das Corpus Juris als ein "very punitive system" und gab zu bedenken daß es in Europa bis heute keine einheitliche Vorstellung über die richtige Bestrafung gebe, so daß hier Probleme vorgezeichnet seien.

Im Bereich des Strafprozeßrechts wagt der Corpus Juris den mutigsten Schritt, indem er vorsieht, eine Europäische Strafverfolgungsbehörde (ESB) mit eigenen Ermittlungsbefugnissen und der Möglichkeit zur Anklageerhebung vor den nationalen Gerichten einzurichten. Diese weitgehenden Neuerungen stießen auf ein besonders großes Interesse, zumal die britische Boulevardpresse sich veranlaßt gesehen hatte, hierin einen Angriff auf die nationale Souveränität und einen Versuch der Deutschen zur Revidierung des Ergebnisses des 2. Weltkriegs zu sehen. *Spencer* begründete die Notwendigkeit einer ESB mit der enormen Schwierigkeit, ausländische Beweismittel herbeizuschaffen. Es bestehe nur die zeitraubende und zumeist ineffektive Möglichkeit von Rechtshilfeverfahren. Allein die Schaffung eines einheitlichen Rechtsraums, in dem die Entscheidungen eines Gerichts in jedem anderen Mitgliedstaat anerkannt würden, sei nicht ausreichend, da den zumeist fest organisierten, transnational agierenden Kriminellen eine ebenso straff organisierte Strafverfolgungsbehörde gegenüberzutreten müsse. Allerdings schlug er eine Nachbesserung des Corpus Juris insoweit vor, als der Europäische Generalstaatsanwalt vom Europäischen Parlament ernannt und vom EuGH kontrolliert werden solle. *Nelles*

nahm diesen Vorschlag auf, bevorzugte aber eine parlamentarische Kontrolle. Im übrigen kritisierte sie die unzureichende Regelungen über die Folgen einer unzulässigen Beweisgewinnung und der Fernwirkung von Beweisverboten. Auch vermiste sie Regeln, die ein Befugnis-shopping verhindern, wenn Beweismittel in anderen Verfahren (z.B. durch UCLAF) oder nach den Regeln der mitgliedstaatlichen Prozeßordnungen gewonnen worden seien. In der Diskussion wurde angeregt, nicht bei der Schaffung einer ESB stehen zu bleiben, sondern auch ein entsprechendes Europäisches Strafgericht zu schaffen. Praktiker mahnten angesichts der bedrohlichen Kriminalität in diesem Bereich zur Eile und warnten vor "dogmatischem Fundamentalismus".

Aufschlußreich über die Bereitschaft der politisch Verantwortlichen, den Corpus Juris alsbald in geltendes Recht umzusetzen, waren die Ausführungen der Vertreter des Europäischen Parlaments und des Rats. MdEP *Theato* erklärte, daß das Parlament kurzfristig auf einen eher pragmatischen Weg über den Ausbau der verwaltungsrechtlichen Instrumentarien setze und von einer nur schrittweisen Verwirklichungsmöglichkeit des Corpus Juris ausgehe. Der Vertreter des Rates *Nielsson* betonte die wichtige Rolle des Corpus Juris als "Katalysator" der zukünftigen Entwicklung und als bedeutsame "Vision". Mit schnellen Ergebnissen sei allerdings nicht zu rechnen, da auch die Regierungen einen schrittweisen Ansatz bevorzugten.

In seiner abschließenden Bewertung der Tagung zeichnete *Sieber* ein positives Bild der Diskussion des Corpus Juris-Entwurfs und begründete dies mit dem breiten Grundkonsens, insbesondere hinsichtlich des Schutzbedürfnisses der Finanzinteressen der EU, des Effizienzdefizits der derzeitigen Schutzmechanismen sowie der grundlegenden Methoden des Schutzes. Es handle sich um ein "ehrgeiziges und weitreichendes" Modell als Chance für Wissenschaft und Praxis, ja als Chance für Europa insgesamt. Denn als "Laboratorium" der Rechtsvereinheitlichung könnte der Corpus Juris bei der Erzielung von Lösungen in weiteren, teilweise noch komplizierteren Problemfeldern globalen Ausmaßes (z.B. Internet-Kriminalität) Beispielfunktion übernehmen.

Dr. Helmut SATZGER
Wissenschaftlicher Assistent, Universität Passau

IN ENGLAND

6

Agon readers must be well aware of the Corpus Juris project, on which this journal has carried a number of articles over the last eighteen months.

As regards the national newspapers, they at first took little notice of it. Then in August 1997, the Corpus was the subject of a bizarre attack in the Daily Mail, which described it as a plot by Brussels to "dictate crime policy to Parliament, the courts and the police", and said that it "could mean an end to historic British rights such as habeas corpus".

Perhaps this sort of thing is to be expected from the Daily Mail. But it was indeed surprising when, over a year later, the Daily Telegraph - a serious broadsheet - devoted a large part of its edition of 30 November 1998 to a similarly and ill-informed attack on the Corpus project. Spreading the attack over the front page and an article by Philip Johnston, they presented it as a scheme to replace British criminal procedure by something called "the Napoleonic system". They said it would mean the end of habeas corpus and the rewriting of Magna Carta. And like the Daily Mail, they said the whole thing was a secret plot by Brussels to bring in a unified justice system as the next step after the imposition of the Euro. All this was capped by a leading article headed "A Criminal Project".

The Daily Telegraph's description of the contents of the Corpus Juris bore virtually no resemblance to anything that document contains, and it was plain that no one at the paper had actually seen it. So where had they got this misinformation from?

The source appears to be a certain T.D. Erikson, alias Torquil D. Erikson, who describes himself as journalist who lives in Italy and who "writes on Italian criminal justice and comparative procedure for newspapers and legal journals".

The general thrust of his writings can be gleaned from this passage from a piece of his which appeared in the Independent some years ago under the heading "Europe needs British Justice".

"The inquisitorial method was initiated by the Church of Rome in the Middle Ages. Its purpose as the 'holy inquisition' was to stamp out heresy, witchcraft and deviant thoughts... It was adopted as a system of justice by secular governments throughout continental Europe as a tool for imposing the ruler's will... Only Britain failed to adopt this method. Here, under Magna Carta, the law was, and is, conceived as an instrument that also pro-

jects subjects against the overweening powers of central authority... Napoleon standardised the inquisitorial method in his code of criminal procedure. His armies imposed it throughout continental Europe. His imperial rule may have been swept away at Trafalgar and Waterloo, but his code remains in force today".

Mr Erikson attended the conference on the Corpus in San Sebastian in April 1997, and on his return wrote a series of alarmist articles on the subject for a journal called the European Review - a journal which is the organ of the European Foundation, which was founded to oppose the Maastricht treaty. It was in these pieces that he put forward the theory that the Corpus is a secret plot to impose "the Napoleonic system". And it is in these articles that first appeared the main distortions of the detailed contents of the Corpus proposal which the Daily Telegraph and other newspapers have now disseminated so widely. A key feature of the Corpus proposal, of course, is that the job of prosecuting should be in the hands of a prosecutor, who would be required to obtain the authorisation of a court before he took any coercive measure. As persistently misrepresented by Mr Erikson however, a key feature of the Corpus Juris is that same person, or body of persons, would do both jobs at once.

"The proposal coming out of Brussels is precisely along these European Inquisitorial lines. The EFP is in fact a member of the career judiciary, there is no corresponding figure in the English system. The French edition of the Corpus Juris makes it very clear what he is - he is called Ministère Public Européen, and everybody in France knows this familiar figure, the investigating-and-prosecuting judge".

The pieces contain Mr Erikson's usual references to Napoleon and the Inquisition - to whom this time he added Hitler and Mussolini for good measure. As an example of what he thought might happen that if the Corpus were enacted, he described how the Spanish authorities could be able to arrest British subjects and to drag them off to Spain for trial for (inter alia: "piracy against Spanish fishing vessels".

It is Mr Erikson and his articles in the European Review that the Daily Telegraph cites as the source of the information on which it based what it wrote on 30 November. He has, it seems, been taken up by the euro-phobic right as their authoritative source on the Corpus project. And this is not surprising, since what he says - though wrong - is exactly what they want to hear.

1999 • N° 22

AGON

II. JURISPRUDENCE*

Compliance of the European Commission with enforcement obligations and financial consequences for economic operators

As one of the authors of the Corpus Juris, I was naturally dismayed that the Daily Telegraph had accepted his wild misrepresentations as if they were reliable information on the project. And I was all the more irritated, too, because as it happened I had recently contacted the Daily Telegraph with a proposal to write an article on the Corpus - a proposal in which they were not interested. To put it mildly, I feel the papers' journalistic standards leave something to be desired.

However, in reality the Daily Telegraph has done us all a good turn, because it has drawn attention to it and stimulated public debate both about budgetary fraud and the Corpus as a possible means of dealing with it. The Corpus Juris was written as a discussion document - and public discussion is now what it is getting.

At a European level a committee consisting of the original authors of the Corpus Juris and a number of others are now conducting a study on how feasible it would be to graft the Corpus onto the prosecuting arrangements of the various Member States. This *Comité du suivi du Corpus* has been at work for the past year and will complete its study in May 1999.

Meanwhile at a national level, the Corpus project is currently being studied by the House of Lords European Communities Committee. A number of weighty organisations have submitted written evidence to them, and on 3 February, Mme Delmas-Marty and I had the honour of giving oral evidence to the Committee. The Chairman was a law-lord, and its members included a number of other eminent lawyers. All seemed well informed about the problem of budgetary fraud, and interested to hear what we had to say. Their views on the Corpus project will be made known when the Committee publishes its report, which it will do next summer; favourable or unfavourable, I shall feel that the Corpus project has received a high-level examination and its proponents given fair and public hearing.

J.R. SPENCER

*Case T-42/96, Eyckeler & Malt AG v Commission of the European Communities, and Case T-50/96, Primex Produkte Import-Export GmbH & Co. Kg, Gebr. Kruse GmbH, Interporc Im- und Export GmbH v Commission of the European Communities*¹.

Factual background

The cases also concern the so-called "Hilton beef" quota. Eyckeler & Malt (and in case T-50/96, among others, also the company Interpol) were accused of handing over falsified certificates of authenticity. The German authorities demanded the recovery of the unpaid import duties from Eyckeler & Malt (more than eleven million Deutschmarks). In national proceedings Eyckeler & Malt requested that it be discharged from these additional levies. Because of doubt in respect of the soundness of the request, this case was also transferred to the Commission². After the Commission consulted a group of experts, composed of representatives from all the Member States, it was decided that the application for remission was not justified.

Legal background

For a thorough understanding of this case, we have to look at some Regulations: Article 13 of Regulation 1430/79³:

"Import duties may be repaid or remitted in special situations ... which result from circumstances in which no deception or obvious negligence may be attributed to the person concerned".

¹ Case T-50/96 Interporc et al. is very similar to the Eyckeler & Malt case. When I use "Eyckeler & Malt" I also include the companies from case T-50/96.

² According to article 25 of Council Regulation (EEC) No 1430/79 of 2 July 1979, OJ 1979 L 175, Member States can do this when there is doubt about the request for Remission.

³ Council Regulation (EEC) No. 1430/79 of 2 July 1979, OJ 1979 L 175, p. 1, as amended by Article 1.6 of Council Regulation (EEC) No 3069/86 of 7 October 1986, OJ 1986 L 286, p. 1.

¹According to Article 4(2)(c) of Regulation No. 3799/86².

"production, even in good faith, for the purpose of securing preferential tariff treatment of goods entered for free circulation, of documents subsequently found to be forged, falsified or not valid for the purpose of securing such preferential tariff treatment" is not in itself a special situation within the meaning of Article 13 of regulation 1430/79.

Article 5(2) of Regulation 1697/79³:

"The competent authorities may refrain from taking actions for the post-clearance recovery of import duties or export duties which were not collected as a result of an error made by the competent authorities themselves which could not reasonably have been detected by the person liable, the latter having for his part acted in good faith and observed all the provisions laid down by the rules in force as far as his custom declaration is concerned ..."

All these Regulations were replaced by the Community Customs Code on 1 January 1994⁴.

The Eyckeler & Malt case and the decision of the Court of First Instance

Eyckeler & Malt argued the following in the proceedings before the Court:

- The legal basis for the contested decision was incorrect;
- The rights of defence have been violated;
- Infringement of Article 239 of the Customs Code or, alternatively, Article 13 of Regulation 1430/79.

I will concentrate on the last argument made by Eyckeler & Malt. This last argument concentrates on the compliance of the Commission with its enforcement obligations and the consequences of non-compliance for the recovery of unpaid import duties on account of the economic operators in good faith (*bona fide*).

First the Court had to establish which rules were in force at the time when the importations took place. The importations took place during 1991 and 1992. At that

time the Regulations mentioned above were still in force notwithstanding the fact that they were repealed by the Community Customs Code.

Eyckeler & Malt stated that the Commission should have taken into consideration the bold violations of the Argentine authorities and the negligence and shortcomings of the Commission itself when it assessed the special situations. Eyckeler & Malt argued that this constituted the special situations mentioned in Article 13 of Regulation 1430/79. Eyckeler & Malt blame both the Argentine authorities and the Commission for non-compliance with their obligations. They claim that the Commission has been given the task to properly organise and monitor the operation of the Hilton beef quota. From this main duty arises a couple of obligations, such as providing the national authorities with crucial information (i.e. the names and specimen signatures of the persons empowered to issue the certificates of authenticity) and involving the Member States in monitoring the system. Eyckeler & Malt also claim that the Commission could have established that the quota was being exceeded at a much earlier stage. It could also have compared the lists, provided by the Argentine authorities and the Member States. Furthermore, in 1989 the Commission was already able to establish that the quota was being exceeded to a significant extent and therefore the Commission could have prevented further importation of the excess quantities. According to Eyckeler & Malt the Commission failed to comply with these, and other, obligations.

The Commission argued, however, that the conditions constituted in Article 13 had to be seen in the light of the cumulative conditions laid down in Article 5(2) of Regulation No. 1697/79. Namely that the duties must not have been collected as a result of an error made by the competent authorities, that the person liable must have acted in good faith, and that he must have observed all the provisions laid down by the rules in force as far as his customs declaration is concerned. The Commission thereupon stated that Eyckeler & Malt could have discovered the falsification of the certificates of authenticity if they had carefully examined the certificates, although the competent authorities had not done so.

² Commission Regulation (EEC) No. 3799/86 of 12 December 1986, OJ 1986 L 352, p. 19.

³ Council Regulation (EEC) No. 1697/79 of 24 July 1979, OJ 1979 L 197, p. 1.

⁴ Council Regulation (EEC) No. 2913/92 of 12 October 1992, OJ 1992 L 302, p. 1.

The Commission responded to the allegations that it failed to comply with its obligations by saying that it did not have the necessary information on time and that a comparison of lists made by the Argentine authorities and the Member States would not have been easy. The accusation that it already knew about the excess quantities in 1989, the Commission refuted, referring to the confusion with the certificates of authenticity relating to other imports of meat. When the Commission heard of the possibility of falsification of the certificates of authenticity in 1993, it reacted immediately.

In previous cases the Court held that Article 13 of Regulation No. 1430/79 and Article 5(2) of Regulation No. 1697/79 pursue the same aim, but the Court did not consider that these two articles could be equated. The Court only pointed out that an error made by the competent authorities could be linked to the existence of obvious negligence or deception. So even if the competent authorities had not made an error, that does not automatically mean that Article 13 of Regulation No. 1430/79 could not be applicable if the person liable claimed that there was a special situation justifying remission of the export duties. Thus the Court did not follow the argument of the Commission. According to the Court, Article 13 "constitutes a general equitable provision [...]. Article 13 would cease to be a general equitable provision if the conditions laid down in Article 5(2) had to be satisfied in every case".

After the Court established that only the conditions of Article 13 have to be satisfied, it then examined whether Eyckeler & Malt had been obviously negligible or deceptive.

It was quite easily established by the Court that the applicant was not in any way involved in the falsifications, so Eyckeler & Malt could not be accused of deception. To establish whether Eyckeler & Malt could be accused of obvious negligence the Court first examined the manner in which the certificates were falsified. The falsification was perpetrated as follows: with each export two versions of the certificate of authenticity were drawn up, both bearing the same serial number, issued by the competent authority and with the same signature. The Commission claimed that the signatures were different. The Court however accepted that these signatures show identical features, or at least look very similar. Because of negligence by the Commission (they did not publish or circulate the signatures or serial numbers), Eyckeler & Malt were not able to check the validity of the signatures.

Regarding the falsifications the Court quoted a summary report drawn up by the Commission in 1993: "[...] during a period of several months following the replacement of the *Junto Nacional de Carnes* by the *Secretaría de Agricultura, Ganadería y Pesca* as the competent body for issuing certificates of authenticity [...], some traders took advantage of the fact that the powers and procedures were not clearly set out by abusing the provisions in force. Various details in the documents before the Court suggest that the competent Argentine authority drew up a certificate bearing a serial number for a low weight, filed that certificate and delivered a certificate bearing the same number, together with the stamps and signature, but no mention of the quantity, to some Argentine abattoirs. The abattoirs were then able to insert higher quantities corresponding to the tonnage actually exported. The summary report also concluded that employees of the Argentine customs and veterinary services must have 'closed their eyes' when the goods were being loaded".

According to the Court Eyckeler & Malt were entirely unaware of these practices and they could not have discovered the falsification themselves, since such an investigation was not within the bounds of the applicant's possibilities. Eyckeler & Malt also entirely proceeded according to what is customary in their business and therefore it was up to the Commission to prove obvious negligence. And, as stated by the Court: "the Commission did not even attempt to furnish such proof".

So Eyckeler & Malt were neither deceptive nor obviously negligible. Article 13 of Regulation No. 1430/79 also mentions the necessity of a special situation to be applicable. Did such a special situation exist?

Clearly a special situation does not exist merely if the falsified documents were presented in good faith. Eyckeler & Malt did not only claim that they presented falsified documents in good faith, but they also claimed that the Commission and the Argentine authorities made serious errors in supervising the application of the "Hilton beef" quota.

The Commission responded to these allegations that they had not received the necessary information in time, so it could not longer have prevented it. Another argument the Commission used to deny responsibility for proper enforcement, namely that it would be very difficult to compare the documents, was not very convincing either.

According to the Court the Commission has an obligation to ensure the proper application of the "Hilton beef" quota pursuant to Article 155 of the Treaty. In this case only the Commission could have had the necessary information to ensure such a proper application. The difficulty in comparing the documents does not discharge the Commission of their obligations: "*Such a requirement [the requirement for Member States to give information to the Commission about quantities of products that have been put into free circulation] would have been meaningless if it had not been coupled with the obligation, on the Commission, to check that the quota was properly applied*". In this argument the Court implies that the "duty" of the Commission is obligatory, not optional.

The Court established that the Commission not only received information from the Member States but also received, on a regular basis, information from the Argentine authorities. So only the Commission could have had access to all the information that was necessary in order to effectively monitor the use of the "Hilton beef" quota. Because the Commission found itself in such a position, "*the obligation to ensure that the quota was properly applied was even greater*".

Furthermore, the Court established that serious failures were attributable to the Commission:

- the Commission did not check the information received from the Argentine authorities against information from the Member States;
- the lists were only handwritten (!) and therefore the data could not be processed efficiently;
- the Commission failed to circulate signatures or to publish them which would make it easier for the national authorities to detect falsifications;
- the Commission was already aware of the existence of forged certificates of authenticity in 1989, but did not react to these findings until 1994.

Due to these failures by the Commission, conditions were created and maintained in which the falsifications could persist. But could it be a commercial risk for Eyckeler & Malt to, occasionally, run into falsified certificates? According to the Court in this case the falsifications were made possible "only because the Commission had failed to discharge its duty of supervising and monitoring application of the quota in 1991 and 1992".

After this the Court concluded that "the circumstances of the present case amount to a special situation within the meaning of that provision and justify remission of the import duties" and it overturned the contested decision.

Brief comments

Clearly, the Court is of the opinion that the Commission has the obligation to enforce. When the Commission has the power to enforce and it chooses not to do so, the Commission can not blame economic operators for not complying with the rules. So, if the Commission has certain competences, it is not up to the Commission to decide whether it uses the competences or not. It has an obligation to use the given competences.

Furthermore, non-compliance of its obligations by the Commission could have serious consequences for the financial interests of the EC. Mistakes made by the Commission concerning enforcement obligations, could easily result in a loss of customs duties and thus result in a financial setback for the EC budget.

On the other hand, we can also deduce from this case that economic operators have their own obligation to, for example, check the authenticity of certain documents. They do not have to launch an in-depth investigation, but they have to do what is customary in their field and have to take common usage in their field into account.

Erik KRAAI

Research assistant at the Centre for
Enforcement of European Law/G.J. Wiarda Institute,
The Law Faculty of Utrecht University

III. SOME NEWS "EUROPOL" ET LES OMISSIONS DU FONCTIONNAIRE

La Convention instituant le Bureau européen de police "Europol", signée à Bruxelles le 26 juillet 1995, a été ratifiée par tous les États membres de l'Union européenne.

En avance sur le calendrier prévu par la Convention, le Conseil européen, statuant à l'unanimité, a confié une nouvelle tâche à Europol, à partir du 1er janvier 1999 : la lutte contre le terrorisme. Cette dernière tâche s'ajoute ainsi à celle de l'Unité Drogue Europol instituée par une Action commune du 10 mars 1992 qu'Europol a remplacée. Il s'agit de la prévention et de la lutte contre le trafic illicite de drogue, contre le trafic illicite de matériel nucléaire et radioactif, contre les organisations clandestines d'immigration, contre la traite des êtres humains et enfin contre le trafic des véhicules volés.

Europol a été créé (art. 2 de la Convention) pour améliorer la coopération entre les États membres en matière de prévention et de lutte contre la criminalité dans les secteurs cités ci-dessus; deux conditions sont nécessaires à cette coopération : la première est qu'il y existe des indices concrets d'une "structure", d'une "organisation" criminelle, la deuxième exige l'implication d'au moins deux États membres.

Quand ces deux conditions se trouvent réunies, les polices des États intéressés peuvent élaborer des recherches communes avec l'aide d'Europol. Pour le moment, cette structure n'est pas encore dotée de moyens d'action directs: elle agit seulement à la demande des États et par leur intermédiaire et elle se limite à recueillir, analyser, échanger et rendre publiques des informations utiles pour combattre la criminalité organisée au niveau européen.

Le Traité d'Amsterdam n'a pas voulu, lui non plus, doter Europol d'un pouvoir de décision direct lorsqu'il a élargi la coopération en matière de police et, de façon plus générale, en ce qui concerne la justice et les affaires intérieures de l'Union européenne.

Aujourd'hui, l'Office européen de police repose sur deux structures reliées entre elles : d'un côté, au niveau statutaire, il existe des "unités nationales" qui ont pour tâche de recueillir et d'acheminer des informations utiles aux recherches; d'un autre côté, une structure centrale (qui a son siège à La Haye) est mise en place, composée de

représentants de la police des États membres pour l'élaboration de données et leur redistribution aux unités décentralisées qui en feront la demande.

A ce niveau, se pose le problème de l'absence de collaboration : que se passe-t-il si une unité opérationnelle refuse d'agir ? Est-ce que le fonctionnaire d'Europol est passible de poursuites pénales pour refus d'accomplir des actes dans l'intérêt du service ? La tendance serait de répondre non. En effet, quand la Convention, pour permettre le bon fonctionnement d'Europol, a prévu l'obligation pour les États signataires d'instaurer une tutelle pénale en créant un cas d'espèce spécifique, elle l'a fait expressément.

C'est le cas d'informations secrètes rendues publiques : la Convention a imposé aux États membres d'inscrire dans les lois de ratification un délit pour protéger le bon fonctionnement d'Europol qui serait lésé par la diffusion de données non autorisées.

L'Italie s'est conformée à cette obligation en introduisant dans la loi de ratification du 23 mars 1998, n° 93, un délit semblable à celui de l'art. 326 c.p. en l'élargissant aux personnes qui ont un pouvoir de décision tels que le directeur, le vice-directeur, les agents, les membres du Conseil d'Administration d'Europol et de ses autres organes, les officiers de liaison (qui représentent les polices des États membres dans l'unité centrale) et à tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre, exercent des fonctions ou des services dans la structure ou qui appartiennent aux forces de police reliées à Europol.

Il en découle la possibilité de punir dans le système italien les violations commises non seulement par ceux qui, étant italiens, travaillent à Europol (et qui seraient de toute façon soumis à la réglementation de l'art. 326 c.p. en tant qu'officiers publics) mais aussi celles accomplies par les agents appartenant aux autres États membres qui y travaillent.

Ces derniers sont donc punissables tout d'abord pour les violations commises en Italie. Pour celles commises à l'étranger, les officiers publics italiens répondent de leurs actes sur la base de l'art. 7 c.p. alors que pour les sujets de nationalité étrangère, tenus au secret, c'est l'art. 10 c.p. qui s'appliquera¹.

¹ P. PISA, "Segreto d'ufficio dell'Europol" e tutela penale, in *Dir. penale e processo* 9/98.

De par ces dispositions, on assiste à un phénomène de rapprochement du droit pénal européen par le recours au critère retenu par la doctrine, dit de l'"assimilation". Il agit quand la réglementation communautaire prévoit que les dispositions pénales des États membres créées pour protéger certains intérêts nationaux s'appliquent aussi pour protéger les mêmes intérêts dans la communauté, c'est-à-dire dans la mesure où l'on ne prévoit pas l'application directe de la norme interne mais seulement une "obligation" d'assimilation avec la nécessité d'une introduction successive de normes internes de mise en oeuvre exactement comme dans le cas d'espèce².

Les États membres ne sont pas contraints d'adopter des mesures adéquates pour éviter l'absence de collaboration entre les différentes unités nationales ou entre elles et l'unité centrale. On doit en tirer la conclusion que l'officier d'Europol qui refuse de fournir les informations qu'on lui demande n'est pas susceptible d'être poursuivi pénalement.

En conclusion, le bon fonctionnement d'Europol est laissé "au bon vouloir" de ceux qui y travaillent et donc, en dernière analyse, aux États membres eux-mêmes.

Silvio VIVIANI

Associé au "Centre de droit pénal fiscal"
(Turin, Italie)

² G. GRASSO, *Comunità europea e diritto penale, i rapporti tra l'ordinamento comunitario e i sistemi penali degli Stati membri*, 1989.

PETIT BUDGET, GRANDES IDÉES ?

L'élargissement aux PECO et l'union monétaire nous amènent à revoir la structure du budget de l'Union. Pour faire face à l'élargissement et une intégration croissante, l'Union devrait-elle se doter d'un budget plus autonome et plus important que le présent budget, qui dans sa totalité ne représente qu'un pourcentage modeste des PNB nationaux ?

La question est donc de savoir quelle évolution souhaiter pour le budget de l'Union européenne. Écartant pour l'instant la possibilité d'un budget de type purement fédéral, possibilité qui fera l'objet d'une discussion dans un article prochain, trois modèles semblent envisageables :

- 1° Un budget plus "intergouvernemental", c'est-à-dire un budget plus respectueux des souverainetés budgétaires, qui favorise les contributions provenant du PNB : il a été tout simplement suggéré que les États membres pourraient contribuer un taux plus élevé de leur PNB.
- 2° Un budget à la fois plus important et plus autonome, qui se tourne vers une augmentation des ressources propres : des suggestions concernant la possibilité d'adoption de "cinquièmes ressources" diverses ont déjà été énoncées, souvent pour être aussi vite écartées. Par exemple, en 1995, il fut suggéré que les États membres pourraient verser un pourcentage des accises nationales au budget de l'Union. Comme les taux d'accises ne sont pas encore harmonisés, l'on ne peut imaginer que cette suggestion ne serait pas reçue avec trop d'enthousiasme par les États membres qui imposent un taux élevé d'accises sur les boissons alcoolisées et le tabac (comme le Royaume uni et l'Irlande). Une autre solution proposée fut "l'Eco-taxe", une taxe sur l'environnement, qui a aussi été reçue avec peu d'enthousiasme. Une troisième proposition fut qu'une partie des intérêts reçus par la Banque Centrale Européenne deviennent une "cinquième ressource". De telles ressources seraient-elles équitables ?
- 3° Un budget "mi-figue/mi-raisin" qui reste à mi-chemin entre l'autonomie fiscale et l'intergouvernementalisme, provoquant des mécontentements quant aux contributions. C'est ce statu quo qui a été choisi pour financer l'élargissement.

Le budget européen

Le budget européen est le zélic de l'histoire de la construction européenne et de ses enjeux successifs. Depuis 1967, il y a un seul budget pour les trois communautés (CEE, CECA et EURATOM). Depuis 1970, la Communauté européenne possède des ressources propres et n'est plus financée, sauf pour certaines politiques précises, par des contributions spécifiques.

En 1988, il a été décidé que ces ressources propres de l'Union européenne ne dépasseraient pas 1,2% du PIB communautaire. Ce niveau est fixé à 1,27% depuis les accords d'Édimbourg en 1992.

Les ressources propres du budget européen proviennent de quatre sources principales. Trois furent créées en 1970 : les prélèvements agricoles effectués à l'occasion d'importations de produits agricoles provenant de pays tiers; les droits de douane prélevés sur les importations depuis le reste du monde; enfin les revenus indexés sur le niveau de consommation intérieure de chaque État membre à travers d'un prélèvement de TVA de 1% maximum à l'origine, calculé sur une base fiscale harmonisée. Cette ressource TVA représentait l'essentiel des recettes européennes. Son taux a été élevé de 1% à 1,4% en 1986 et constituait à l'époque 66% des recettes totales du budget, part qui n'était plus que 54% en 1995 et 42,9% en 1997. En 1999, ce taux a baissé à 1% et l'assiette réduite et harmonisée à 50% du PNB de chaque État membre.

Enfin, une quatrième ressource a été créée en 1988 : c'est une proportion du PNB des pays États membres. Au total, le budget européen représente sur les vingt dernières années une proportion faible du PNB des pays européens, formant un pourcentage légèrement croissant des dépenses publiques des États membres, passant de 1,7% en 1980 à 2,5% en 1996. Enfin, le financement du budget européen est devenu, suite aux réformes de 1988 et de 1992, beaucoup plus "équitable", l'équité étant définie comme l'égalité des prélèvements en termes de pourcentage du PNB. Cette équité étant récemment été mise en doute par la Cour des comptes européenne, comme le fut auparavant l'équité des ressources TVA.

Le coût de l'union

L'on peut s'étonner que l'Agenda 2000 n'introduit que de modestes changements structurels au budget. Si la projection des crédits pour engagements proposée par la Commission respecte le plafond de 1,27% du PIB, celle des crédits pour paiements est un peu inférieure, atteignant progressivement 1,13% du PIB en 2006 (contre 1,23% en 1999), aurait pour effet de dégager une marge disponible pour le financement de l'adhésion des PECO. Cette gymnastique budgétaire, pourtant, tient plus de la corde raide, ou du trapèze volant. Si le budget est "de la politique en chiffres" comme il l'a souvent été dit, il est peut-être possible de décerner ici une certaine ambiguïté politique par rapport au financement de l'élargissement.

L'agenda 2000 crée un dilemme : comment gérer une Union élargie (et plus hétérogène), dans un cadre financier et institutionnel pratiquement inchangé ? De plus, les discussions autour du traité de Maastricht ont ravivé le vieux débat sur l'évolution du budget communautaire. Le vrai fédéralisme budgétaire (qui va au-delà de l'autonomie) n'est pas envisagé dans le traité. Dans le cadre de l'union monétaire et dans l'absence d'un budget de taille fédérale, un mécanisme de stabilisation (qui absorbe les chocs sur le revenu des États membres, comme le ferait un budget fédéral) semblerait pourtant prudent. La question à l'ordre du jour est de savoir s'il est possible de réaliser une union, entre autres monétaire, sans renforcer la solidarité budgétaire. Cette solidarité budgétaire passe non seulement par la suffisance des ressources financières mais aussi par l'autonomie du budget de l'Union.

Paradoxalement, l'on assiste depuis quelques années à une régression de l'autonomie financière de l'Union, et en particulier à de nouvelles contributions nationales qui ont été introduites dans le système des ressources propres à côté des recettes perçues directement pour le compte de l'Union. La contribution TVA a maintenant été réduite, pour rendre le système plus équitable. En 1996, la ressource TVA contribuait pour 51% au budget européen, en 1999, elle tombe à 33%. L'on peut se demander si le remplacement d'une ressource propre par une contribution nationale n'est pas un pas en arrière quant à l'autonomie du budget, et au projet européen qui en dépend.

Vers quel modèle de finances publiques avançons-nous ? Est-ce celui des années soixante, quand la communauté était financée simplement à partir des contributions nationales ?

Un budget qui "avancerait à reculons", et qui freinerait l'intégration jusqu'à la mettre en péril, serait pour le moins paradoxal. Quelle que soit la solution envisagée à la prochaine conférence intergouvernementale ou avant, il semble certain que le budget devra évoluer pour faire face à "l'union sans cesse plus étroite entre les peuples de l'Europe".

Protéger les recettes

La protection des recettes de l'Union (à présent plus vulnérables aux fraudes que les dépenses) dépendra en partie de l'option choisie. Un budget plus important et plus autonome demanderait non seulement des ressources adéquates pour sa protection mais aussi des méthodes "sans cesse plus étroites" de prévention et de répression du crime financier affectant les recettes du budget européen.

Simone WHITE
Research Fellow
Institute of Advanced Legal Studies

MAILING AGON

Toute personne qui ne reçoit pas AGON à l'heure actuelle et qui serait désireuse de l'obtenir à l'avenir peut retourner ce document par télécopie :

If you are currently not receiving AGON and wish to receive AGON in the future, you may return this document via facsimile 32 (0) 4 366 31 44.

Die Person, die AGON z.z. nicht erhält und gerne erhalten möchte, kann die vorliegende Seite ausfüllen und per Telekopie zurückschicken 32 (0) 4 366 31 44.

Iedere persoon die AGON tegenwoordig niet ontvangt en die wenst deze in de toekomst te bekommen kan dit document per fax terugsturen 32 (0) 4 366 31 44.

Document à renvoyer à l'attention de / *Document to be returned to the attention of*

Luc Bihain, Rédaction AGON,
Faculté de Droit - B-31 - B-4000 LIEGE

Fax : 32 (0)4 366 31 44
e-mail : L.Bihain@ulg.ac.be



Nom / Name :

Prénom / First Name :

Adresse / Address :

.....

.....

☎ : Fax :

Date

Signature

Information

Please note the new title
of the Directorate General XXI
and the new address:

TAXATION AND CUSTOMS UNION

Michel VANDEN ABEELE
Director General
European Commission
Directorate General XXI -
"Taxation and Customs Union"

MAIL :

Rue de la Loi, 200,
B-1049 BRUSSELS, BELGIUM
MO 59-08/14
Fax 295 07 56

OFFICE :

Rue Montoyer, 59
B-1000 Brussels, Belgium
Tel. : (+32 2) 295 39 25/296 91 88
Fax : 295 02 43

La présente publication bénéficie du concours de la Commission des Communautés Européennes. Les opinions exprimées dans les articles ne peuvent être considérées comme constituant une prise de position officielle de celle-ci.

This publication has been undertaken with the benefit of financial assistance from the Commission of the European Communities. The opinions expressed in the articles should not be taken to represent the Commission's official position.

Diese Veröffentlichung ist mit finanzieller Unterstützung der Kommission der Europäischen Gemeinschaften durchgeführt worden. Die in den verschiedenen Artikeln geäußerten Meinungen sind nicht als offizielle Stellungnahmen der Kommission zu betrachten.

CONTENTS

I. CORPUS JURIS

2

Trois querelles relatives au *Corpus Juris*
Alessandra Rossi Vannini

4

Tagung : "Das *Corpus Juris* als Grundlage eines europäischen Strafrechts"
Dr Helmut Satzger

6

IN ENGLAND
John Spencer

II. JURISPRUDENCE

7

Erik Kraai

III. SOME NEWS

11

"Europol" et les omissions du fonctionnaire
Silvio Viviani

12

Petit budget, grandes idées ?
Simone White

Adresse de la rédaction

Lue Binain.
Rédacteur en chef
Faculté de droit
Boulevard du Rectorat 5,
B. 35,
B 4000 Liège.
Phone : 32 (0)4 366 31 41
Fax : 32 (0)4 366 31 44
e-mail : L.Binain@ulg.ac.be

Correspondant pour la Commission européenne

F. de Angelis, Directeur
Service commun Relex
Rue de la Loi, 200
B-1049 Bruxelles